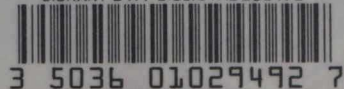


DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 7
Spring
2000
Copy 1

CANADA

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



Numéro 7 • Printemps 2000

Regard sur le monde

Assurer la

sécurité

dans le

monde

**Protéger les personnes
contre la guerre :**

la priorité du programme canadien
de sécurité humaine en 2000

Mines terrestres :

bilan positif pour la Convention
d'Ottawa

**Jeunesse et politique
étrangère :**

les jeunes se font entendre



Canada 

est publié en français et en anglais sous la direction de :

Richard M. Bégin, directeur
Direction des services de communications (BCS)
Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international (MAECI)
125, promenade Sussex, C-2
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G2

Directeur de la

rédaction Jacques Larochelle

Rédacteurs Ronald Baynes

Jonathan Bramwell

Réviseurs Nicole Chênevert-Miquelon

William Hart

Conception graphique GLS Dezin

Pour recevoir notre magazine et d'autres publications du MAECI

Services de renseignements (SXCI)
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex, B-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Téléphone (sans frais) : 1 800 267-8376
Région de la capitale nationale : (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Canada — Regard sur le monde
est également disponible sur Internet
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

AU SUJET DE CANADA — REGARD SUR LE MONDE

Canada — Regard sur le monde est une publication trimestrielle qui vise à fournir au public canadien un aperçu des questions de politique étrangère de l'heure dans une perspective canadienne. Elle informe les lecteurs et lectrices des dernières initiatives, réactions et contributions du Canada dans les affaires internationales.

NOTRE COUVERTURE

Un jeune garçon regarde vers les collines entourant Kaboul en Afghanistan. D'après une étude de l'UNICEF, 90 p. 100 des enfants de ce pays craignent de perdre la vie au cours de la guerre civile actuelle.

**Les jeunes et la politique étrangère canadienne :
une nouvelle voix
se fait entendre**

Au cours des 100 dernières années, l'humanité a fait des progrès stupéfiants, tant dans le domaine de la science et de la technologie que dans ceux de la santé publique, de l'éducation, de la conjoncture économique et du bien-être général. En revanche, des guerres continuent de sévir, d'innocentes victimes sont encore assassinées brutalement, des populations entières sont déplacées de force, la menace nucléaire est toujours présente, le terrorisme demeure un fléau, la criminalité revêt maintenant un caractère transnational et des centaines de millions d'habitants de toute la planète vivent encore dans la misère la plus abjecte.

Il va sans dire qu'un travail énorme doit encore être fait afin que les gens puissent vivre à l'abri du danger dans un monde meilleur. Grâce à sa démarche sur le plan de la sécurité humaine, le Canada contribue à l'avènement d'un monde plus pacifique. La participation des jeunes Canadiens à la formulation et à l'évolution de la politique étrangère est essentielle pour que cette démarche aboutisse.

Ce numéro de *Canada — Regard sur le monde* examine le rôle des jeunes dans les relations internationales du Canada. Jamais auparavant il n'y a eu autant de mécanismes permettant de consulter les jeunes et de les faire participer à une action concrète face aux nouveaux dangers que présente la mondialisation pour la sécurité humaine.

Dans le monde d'aujourd'hui, ne pas tenir compte du point de vue des jeunes sur les questions qui ont une portée mondiale serait une grave erreur. C'est la raison pour laquelle le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, attachent autant d'importance à la voix de la jeunesse canadienne. Nous espérons que cette question ainsi que les autres sujets traités dans ce numéro de *Canada — Regard sur le monde* sauront vous intéresser.

La rédaction

Pour en savoir plus sur le concept de la sécurité humaine, veuillez consulter notre numéro spécial de l'automne dernier intitulé « La sécurité humaine : priorité aux personnes » ou visitez le site Web suivant : www.dfait-maeci.gc.ca/foreignp/humansecurity/menu-f.htm

Dans ce numéro

La jeunesse canadienne	3	Profil d'un diplomate	11
Les futurs penseurs de la politique étrangère s'impliquent aujourd'hui		Norman Robertson, le géant tranquille de la diplomatie canadienne des années 1940 aux années 1960	
Protéger les personnes contre la guerre	4	Jeunesse et politique étrangère	12
La priorité du programme canadien de sécurité humaine en 2000		Le lien privilégié entre les jeunes et la politique étrangère	
Entrevue	6	Nations • Actualités	13
<i>Canada — Regard sur le monde</i> discute de sécurité humaine avec Paul Heinbecker, le principal responsable des questions de politique mondiale et de sécurité au MAECI		Le Ghana — partenaire clé du Canada en Afrique	
Mines terrestres	8	Culture	14
Un an après avoir pris force de loi internationale, le bilan de la Convention d'Ottawa est positif		Présenter au monde les plus belles réussites de la culture canadienne en 2000	
Enfants d'ici ou d'ailleurs	10	Nouvelles en bref	15
Des étudiants québécois sensibilisent les enfants du monde à la sécurité humaine		Saviez-vous que...	16

La jeunesse canadienne

Les futurs penseurs de la politique étrangère s'impliquent aujourd'hui

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires étrangères
OTTAWA

MAY 8 2000

Le ministre Axworthy au milieu d'un groupe d'étudiants à l'Université de Calgary

En décembre dernier, à Canada House (Londres), le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy et son homologue britannique Robin Cook ont participé à un projet innovateur avec des élèves de Churchill High School de Winnipeg et d'Inveralmond High School d'Édimbourg. Ensemble, ils ont lancé « InterJeunes » (www.youthlinks.org), un dialogue Internet sur des questions comme la sécurité humaine, les droits de la personne et les enfants victimes de la guerre. Cette initiative, financée par le Programme des relations culturelles internationales du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, est devenue aujourd'hui un projet pilote Web d'une portée internationale auquel participent 12 écoles secondaires dont 6 au Canada, 3 en Allemagne et 3 en Grande-Bretagne.

Les ministres s'intéressent vraiment aux opinions des jeunes. Ils comprennent que grâce à leurs connaissances, leur créativité, leur énergie, leurs idéaux et leurs talents, les jeunes peuvent contribuer à la réalisation des grands objectifs de la politique étrangère, tels que la paix mondiale et la sécurité humaine.

Programmes pour la jeunesse canadienne

Renseignez-vous sur nos programmes pour les jeunes. Ils comprennent les Programmes d'échanges d'étudiants, les Programmes d'échanges de jeunes travailleurs, le Programme de vacances-travail pour les étudiants, les Programmes académiques internationaux et plusieurs autres. Pour en apprendre davantage à leur sujet ainsi que sur une carrière dans le service extérieur canadien, visitez le site Web « Les jeunes au Canada » (www.dfait-maeci.gc.ca/youth/menu-f.asp). Et n'oubliez pas de nous faire part de vos commentaires sur les programmes et les sujets qui vous intéressent.

Au Canada, l'une des façons d'y arriver passe par le Programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ) du MAECI.

Le Programme offre chaque année des stages à environ 400 jeunes Canadiens pour la réalisation de projets dans plus de 100 pays. Ces stages permettent aux jeunes d'acquérir leur première expérience professionnelle à l'étranger et leur donnent une occasion exceptionnelle de dénicher des emplois avec une perspective internationale. Pour plus de renseignements sur le PSIJ et sur les stages disponibles pour 2000-2001, veuillez consulter le site Web du Programme (www.dfait-maeci.gc.ca/interns).

À peu près un tiers des projets auxquels travaillent les stagiaires sont axés sur la sécurité humaine. Ashna Vohra, de Montréal, qui vient de revenir d'un stage de six mois au Népal, parle avec émotion de sa recherche sur la situation précaire des enfants de travailleurs agricoles liés par une servitude pour dette dans une région rurale de l'Ouest du Népal. « Là-bas, la plupart des enfants travaillent dès l'âge de 12 ans. L'un d'eux assumait déjà la dette de son père invalide. Son père, lié depuis l'enfance par une servitude pour dette, ignorait combien de générations avant lui avaient travaillé pour rembourser la dette initiale contractée à l'égard du propriétaire. » Les renseignements qu'elle a recueillis sont en train d'être analysés dans le but ultime d'améliorer la situation des droits de la personne dans cette région.

Les quatrième Consultations annuelles sur la consolidation de la paix, tenues à Ottawa les 29 février et 1^{er} mars, ont fourni une autre occasion aux jeunes de s'impliquer. Outre les jeunes, plus de 300 représentants des organisations non gouvernementales (ONG) et du gouvernement ont participé à ces consultations. Une séance plénière spéciale consacrée aux opinions des jeunes sur la consolidation de la paix et aux perspectives d'avenir visait



Les stagiaires Ashna Vohra, Gaston Gramajo et Priya Ghandikota en formation dans les locaux d'Internet des droits humains, une ONG canadienne

surtout à présenter le point de vue de cinq jeunes Canadiens, notamment des deux gagnants du concours de rédaction sur la consolidation de la paix, d'un nouvel immigrant originaire d'un pays touché par la guerre, et de deux jeunes qui jouent un rôle actif dans le réseau des ONG canadiennes.

Pour le ministre Axworthy, la participation des jeunes à la formulation de la politique étrangère n'est pas une mode passagère. Il saisit toutes les occasions possibles de rencontrer des élèves des écoles secondaires, des collèves et des universités de l'ensemble du Canada. Leurs idées, suggestions et commentaires comptent beaucoup pour lui car les jeunes d'aujourd'hui sont les décideurs de demain. Ils pourront d'autant mieux contribuer à l'avènement d'un monde meilleur et plus sûr qu'ils auront appris à un jeune âge à saisir les réalités complexes des relations internationales dans le monde d'aujourd'hui. ●—

Protéger les personnes

contre la guerre

La priorité du programme canadien de sécurité humaine en 2000

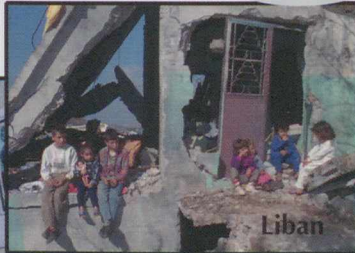
Tch-tch-nie



Sri Lanka



Kosovo



Liban



Colombie

photos : CANAPRESS/AP



Sierra Leone

Les guerres ont toujours été abominables. Toutefois, avant les années 1990, les morts et les blessés étaient surtout des soldats et 5 p. 100 seulement des victimes étaient des civils. Ces derniers comptent maintenant pour jusqu'à 80 p. 100 des victimes alors que les combats ont lieu davantage à l'intérieur des États qu'entre eux.

« Les civils sont devenus, de plus en plus, des outils de combat : on les déplace comme des troupeaux pour déstabiliser les gouvernements, on leur impose un service

militaire, on les prend en otages, on les exploite sexuellement, on s'en sert comme boucliers humains. Le plus souvent, ces attaques contre des civils sont menées en toute impunité, en violation directe du droit international. De toute évidence, la victimisation des civils est au cœur des conflits armés modernes », déclarait récemment le ministre des Affaires étrangères Axworthy.

Le Canada presse la communauté internationale d'intervenir

Vers le début de son mandat de deux ans au Conseil de sécurité de l'ONU, soit en février 1999, le Canada a amorcé un débat sur ce problème. Il en est résulté, en septembre dernier, un rapport détaillé déposé par le secrétaire général, Kofi Annan, sur la protection des civils touchés par les conflits armés. Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution canadienne en vue d'établir un groupe de travail, présidé par le Canada chargé de la mise en œuvre des 40 recommandations formulées dans le rapport.

Celles-ci comprennent notamment l'application de mesures concrètes de prévention des conflits, y compris le maintien de la paix à titre préventif; le renforcement de la capacité de l'ONU de réagir rapidement lors

d'une crise, ce qui suppose des unités pouvant être déployées rapidement; l'imposition d'embargos sur les armes; le recours accru à des sanctions ciblées à l'encontre des belligérants; et, en cas de violations massives et persistantes des droits de la personne, l'examen de mesures coercitives appropriées par la communauté internationale.

La protection des enfants

La protection des civils vise d'abord les plus vulnérables, soit les enfants. Le bilan de la dernière décennie est terrible : près de 2 millions d'enfants tués; plus de 4 millions d'enfants handicapés; plus de 1 million d'orphelins; plus de 300 000 filles et garçons, certains âgés d'à peine 7 ans, enrôlés dans des armées et des troupes rebelles comme combattants, porteurs, messagers, espions, manoeuvres et esclaves sexuels; et plus de 10 millions d'enfants traumatisés après avoir été enlevés, avoir été détenus, avoir subi des violences sexuelles et avoir été témoins du massacre brutal de membres de leur famille.

Le ministre Axworthy a fait de la sécurité des enfants un thème essentiel de son programme de sécurité humaine : « Il est indispensable de promouvoir la sécurité des enfants pour promouvoir la sécurité humaine. On ne peut pas espérer bâtir un monde où règne la sécurité sans tenir compte de ceux qui en hériteront. »

L'inclusion de spécialistes de la protection des enfants dans les missions de paix de l'ONU fait partie des mesures préconisées par le Canada ainsi que l'examen de moyens pour assurer que les droits des

enfants sont pris en considération à chaque étape d'un conflit. Lorsqu'il présidera à nouveau le Conseil de sécurité en avril, le Canada continuera de promouvoir des mesures pour renforcer la sécurité humaine et accroître la protection des enfants dans les situations de conflit.

Conférences internationales

Les 27 et 28 avril, à Accra, le Canada et le Ghana seront les hôtes de la Conférence de l'Afrique de l'Ouest sur les enfants touchés par la guerre. L'objectif de celle-ci est d'amener les gouvernements, la société civile et les jeunes à travailler ensemble à l'élaboration d'un plan d'action afin de répondre aux multiples besoins et problèmes des enfants victimes de conflits dans la région. Les thèmes porteront sur le désarmement et la démobilisation des enfants-soldats, le rôle de l'armée dans la protection des enfants ainsi que la réadaptation et la réinsertion des enfants touchés par la guerre.

En septembre, le Canada accueillera une conférence internationale qui traitera de divers aspects du drame des enfants touchés par la guerre, notamment de la situation des enfants du Timor oriental qui ne peuvent plus aller à l'école ni avoir accès aux cliniques médicales, de celle des enfants d'origine albanaise traumatisés par le conflit au Kosovo, et également de celle des enfants-soldats en Sierra Leone qui ont été exploités et forcés de commettre des atrocités. Il est prévu que les participants en arrivent à un consensus sur une approche commune et les mesures spécifiques à prendre. ●—

La mondialisation et les menaces modernes pour la sécurité humaine

Alors que les guerres demeurent la principale menace à la sécurité des individus, l'essor du trafic de la drogue, des armes légères et des migrants, ainsi que du terrorisme et du crime transnational présente aussi des dangers. Ceux-ci témoignent de l'émergence d'une tendance inquiétante dans le domaine des affaires internationales, à savoir la mondialisation des menaces directes pour la sécurité individuelle. Il est clair qu'une intervention transnationale s'impose pour résoudre ces problèmes. Le Canada est au nombre des leaders dans la lutte contre ces menaces, notamment dans deux domaines clés et interreliés : les armes légères et le narcotrafic.

Les armes légères

Chaque année, 700 000 civils sont tués par des armes légères. Parce qu'elles sont bon marché, faciles à utiliser et portables, elles favorisent la violence et la terreur. Comme on peut les acquérir facilement, les conflits prolifèrent et leur effet mortel est décuplé. Elles sont vraiment devenues des armes de destruction massive, qui se retrouvent entre les mains de civils, de troupes rebelles et de milices improvisées.

Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) qui a eu lieu à Helsinki en septembre 1999, l'UE et le Canada ont adopté une approche commune à l'égard du problème de l'accumulation des armes légères, en créant le groupe de travail UE-Canada sur les armes légères. L'UE et le Canada encourageront les efforts internationaux et régionaux afin de réduire l'usage de ces armes.

En décembre 1999, des représentants du Canada et de 17 autres pays ont défini des questions prioritaires, notamment les procédures de courtage en armement, de documentation et d'anti-diversion, les normes et la réglementation internationales, la législation et l'exécution de la loi, la formation, ainsi que l'échange d'information.

Le narcotrafic

Le narcotrafic, qui est étroitement lié au trafic d'armes, constitue une menace directe pour la sécurité individuelle. Pour s'y attaquer, le Canada reconnaît que l'on ne peut examiner aucun aspect de la question hors de son contexte économique, social et politique. Le Canada adopte donc une approche holistique afin d'endiguer le flot de drogues illicites. Par exemple, il reconnaît l'existence de relations entre le trafic des drogues et des armes à feu, ainsi que le besoin de faire participer les groupes d'intérêts locaux à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique antidrogue. Cela signifie, sur le terrain, avoir recours aux ambassades pour aider les organisations locales ou encore promouvoir des récoltes de remplacement pour éviter l'effet de distorsion sur les économies locales.

Tous ces efforts sont centrés sur la sécurité humaine. Ce concept est nouveau pour certains, mais comme le déclare le ministre Axworthy, « Le problème de la drogue se prête à une approche holistique et la sécurité humaine permet cette démarche ».

Entrevue avec Paul Heinbecker

Le principal responsable des questions de politique mondiale et de sécurité au MAECI rencontre

Bien que le terme « sécurité humaine » soit relativement nouveau, les idées qui sous-tendent ce concept ne datent pas d'hier.

Depuis plus d'un siècle — au moins depuis l'établissement du Comité international de la Croix-Rouge dans les années 1860 — l'élan a été donné en faveur d'une doctrine fondée sur la sécurité des personnes. Les principaux éléments de cette doctrine ont été formalisés dans les années 1940 dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Conventions de Genève.

Pourtant, malgré ces instruments juridiques, des violations des droits de la personne se produisent chaque jour dans le monde. Que peut-on faire pour changer cette situation déplorable? C'est la question que *Canada — Regard sur le monde* a posée à Paul Heinbecker, sous-ministre adjoint (Politique mondiale et Sécurité), au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Canada — Regard sur le monde

M. Heinbecker, pouvez-vous d'abord nous expliquer comment est apparu le concept de la sécurité humaine et comment il est devenu un thème central de la politique étrangère du Canada?

M. Heinbecker

Nous devons d'abord nous pencher sur le concept de la souveraineté des États, qui remonte à plusieurs siècles. En 1648, les traités de Westphalie ont mis fin à la guerre de Trente ans et instauré la notion de souveraineté nationale, qui a transformé progressivement le caractère de la société européenne.

La fin de la Seconde Guerre mondiale et la création des Nations Unies en 1945, puis l'adoption, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'ONU, ont amorcé un virage. À mesure que le monde se démocratisait, il se préoccupait davantage de la sécurité des personnes.

Les progrès technologiques spectaculaires des 50 dernières années, surtout depuis l'apparition de la télévision, des satellites et maintenant d'Internet, ont également contribué à transformer radicalement notre perception de l'univers. Chaque jour, des images de conflits impitoyables et sanglants en provenance d'Europe, d'Afrique et d'ailleurs, ont pour effet de nous conscientiser.

Le fait que la nature même de la guerre ait changé constitue un autre facteur clé. Jadis, des armées de métier se faisaient la guerre. Aujourd'hui, les seigneurs de la guerre ciblent délibérément les personnes les plus vulnérables, c'est-à-dire les femmes, les enfants, les pauvres et les faibles.

Cela nous a fait comprendre que bien que le concept de souveraineté nationale soit nécessaire, il n'est pas suffisant comme principe organisateur fondamental dans les affaires internationales. Entre 1990 et 1995, quelque 70 États étaient impliqués

dans 93 guerres civiles et conflits régionaux qui ont fait plus de 5 millions de victimes. Nous nous sommes également rendu compte que la mondialisation avait amené de nouvelles menaces à la sécurité des personnes dont le narcotrafic, le terrorisme, le crime transnational, le trafic d'êtres humains et la prolifération d'armes légères. C'est en réagissant à ces menaces que le concept de sécurité humaine est né. Il est juste de dire que le ministre Axworthy s'est fait le pionnier à la fois de la pratique et de la théorie.

Canada — Regard sur le monde

Est-ce que cela a produit des résultats?

M. Heinbecker

Oui. Prenons l'exemple du Traité sur les mines terrestres [voir l'article à la page 8] qui montre clairement que lorsque des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de simples citoyens travaillent ensemble, leurs efforts peuvent déboucher sur des résultats concrets.

Voici un autre exemple. Pour la toute première fois, on a confié à une mission de maintien de la paix de l'ONU (en Sierra Leone) le mandat, dans les limites de ses capacités, non seulement de maintenir la paix, mais aussi de protéger les civils dont la vie est menacée.

Dans de nombreux autres domaines, le Canada travaille en partenariat avec des pays d'optique commune à l'intérieur d'instances comme les Nations Unies, le G-8, l'Organisation des États américains, le Commonwealth et la Francophonie. Leur but est de progresser sur des questions comme la protection des civils dans les conflits armés, la protection et l'aide aux enfants touchés par la guerre, la campagne en vue de réduire l'accumulation et le commerce des armes légères, la protection des travailleurs humanitaires, les négociations pour l'établissement d'une cour criminelle internationale, la promotion et la protection des droits de

Canada — Regard sur le monde

la personne dans le monde, les 12 conventions contre le terrorisme, la convention sur le crime international, le narcotrafic, le trafic d'êtres humains et ainsi de suite. Ce sont là des priorités du ministre Axworthy qui forment la clé de voûte du programme de sécurité humaine.

De fait, on peut dire à présent que, dans le cadre de la politique étrangère canadienne, la sécurité des personnes est traitée avec la même importance et la même urgence que de celle des États.

Canada — Regard sur le monde

Ce qui soulève la question très délicate du droit de s'ingérer dans les affaires d'autres États et de savoir quand intervenir. Il semble exister des contradictions dans la manière dont est appliqué le principe de non-ingérence. Que faut-il répondre à ceux qui accusent les démocraties occidentales de ne pas appliquer ce principe de façon cohérente?

M. Heinbecker

C'est de toute évidence une question épineuse. Je voudrais d'abord préciser que l'intervention humanitaire n'est pas seulement un concept occidental. Il s'agit d'un impératif humain, surtout lorsque des gouvernements violent de façon flagrante les droits de leurs propres citoyens ou lorsque des États s'effondrent et que les seigneurs de la guerre règnent. Que nous le voulions ou non, ces conflits nous touchent fatalement. Premièrement, l'exploitation des personnes innocentes heurte nos valeurs et contrevient directement au corpus juridique croissant en matière de droit humanitaire international. En deuxième lieu, nous sommes directement concernés : nous accueillons des réfugiés, nous envoyons de l'aide humanitaire, nous fournissons des troupes pour le maintien de la paix, et nous contribuons à la reconstruction de ces sociétés ainsi qu'à la réhabilitation de leurs populations.



photo : MIAECI

Lorsque nous voyons des souffrances intolérables et des pertes de vie massives, nous avons une obligation morale de réagir et, au besoin, d'intervenir.

Ceci dit, il importe que la communauté internationale unisse ses efforts, surtout par le biais de l'ONU, d'abord pour essayer de prévenir un conflit, puis pour intervenir afin de mettre fin à un affrontement ou empêcher les violations flagrantes des droits de la personne. La principale difficulté réside dans la décision d'intervenir ou non lorsque le Conseil de sécurité est paralysé. Il n'y avait pas de consensus au Conseil en faveur d'une intervention au Rwanda en 1994. Un génocide en est résulté. Il n'y avait pas davantage de consensus au Conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'une intervention au Kosovo en 1999. L'OTAN a décidé qu'elle ne pouvait ignorer une situation aussi inhumaine au seuil de sa porte.

Une autre difficulté est d'être cohérent. Ce qui ne veut pas dire de ne rien faire simplement parce que nous ne pouvons tout faire. La communauté internationale intervient là où elle le peut et, avec le temps, se donne les moyens d'étendre son action. C'est pourquoi il est primordial d'accroître l'efficacité du Conseil de sécurité de l'ONU, y compris sa volonté politique d'agir. Et nous travaillons énormément pour y parvenir.

Canada — Regard sur le monde

Parlons des générations futures. Comment voyez-vous le rôle des jeunes? Faudrait-il les faire participer au programme de sécurité humaine? Faudrait-il leur inculquer des valeurs telles que la tolérance, l'ouverture aux autres cultures et la générosité?

M. Heinbecker

Je pense qu'un grand nombre de conflits et de violations des droits de la personne dans le monde découlent d'attitudes qui sont enseignées à la maison et à l'école. Si nous voulons vivre dans un monde plus démocratique et plus pacifique, nous devons enseigner les valeurs démocratiques. Cet apprentissage commence à un jeune âge. Nous devons aussi éduquer les éducateurs. Nous n'accomplirons jamais rien si les enseignants dans les factions opposées (au Kosovo par exemple) inculquent la haine chez leurs étudiants. Je suis absolument certain qu'en éduquant les jeunes et en les faisant participer à des activités dans le domaine de la sécurité humaine, nous parviendrons à créer un monde meilleur.

InterJeunes [voir l'article à la page 3] en offre un excellent exemple. J'aimerais que beaucoup d'autres écoles canadiennes soient reliées à des écoles partout dans le monde. Les stages internationaux sont également importants. À mon avis, ils aideront les habitants de la planète à mieux se comprendre et, espérons-le, à réduire les tensions dans le monde.

Sans oublier Internet, qui a révolutionné les communications et pourrait devenir l'outil de sécurité humaine le plus important au monde. Utilisons-le à bon escient! ●—



photo : CANAPRESS

Le vice-ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Edmundo Castilla Salazar, s'entretient avec le ministre des Affaires étrangères de Norvège, Knut Vollebæk, suite à la signature de la Convention d'Ottawa par le Nicaragua, le 4 décembre 1997. Ils sont accompagnés par des étudiants d'Ottawa.



MINES TERRESTRES

Le bilan de la **Convention d'Ottawa** est positif

Le 1^{er} mars 2000 a marqué le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa — ou pour lui donner son titre officiel complet, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

L'évolution a été rapide pendant les deux années qui ont suivi l'ouverture de la Convention à la signature en décembre 1997. La Convention proprement dite est entrée en vigueur à peine 15 mois après cette date — un record pour les conventions internationales sur le désarmement. Le 1^{er} mars, 137 pays avaient signé la Convention ou y avaient adhéré, et 92 l'avaient ratifiée.

Déménagement

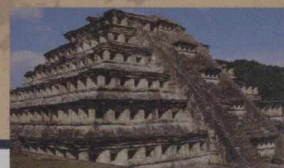
Les organisations chargées du déminage mesuraient jadis les progrès accomplis en fonction du nombre de mines détruites. Aujourd'hui ce sont les champs, les routes, les systèmes d'irrigation et autres infrastructures rendus à un usage productif qui servent d'unité de mesure. Bien qu'il soit difficile d'évaluer précisément le terrain gagné à cause du manque de données et de la disparité des normes de compte rendu, des progrès importants ont été réalisés dans certains des pays du monde les plus infestés de mines. En voici quelques exemples :

Voici d'autres jalons marquant les progrès accomplis :

- L'acceptation générale de la nouvelle norme internationale d'interdiction des mines antipersonnel s'étend même à des nations qui n'ont pas signé la Convention, comme la Chine, les États-Unis et la Russie. Celles-ci ont toutes adopté une forme d'interdiction partielle sur l'emploi, le commerce ou la production des mines antipersonnel.
 - L'effondrement du commerce légal autrefois florissant des mines grâce à la baisse du nombre de pays producteurs de mines, qui est tombé de plus de 54 à 16, incluant beaucoup de pays qui, en fait, ne fabriquent pas de mines antipersonnel depuis plusieurs années.
 - L'arrêt de l'exportation des mines par tous les pays producteurs, sauf quelques-uns.
 - La destruction, depuis 1996, d'environ 17 millions de mines entreposées. Certains pays, notamment l'Allemagne, le Canada, l'Irlande, la Norvège et la Suisse, ont détruit tous leurs stocks.
 - L'émergence de plusieurs accords bilatéraux et régionaux, aux termes desquels des nations s'engagent à se débarrasser des champs de mines existants et à ne pas en créer de nouveaux.
 - Les progrès réalisés par la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres afin de persuader les groupes rebelles et d'autres organisations (en jargon diplomatique : les « acteurs non étatiques ») de respecter l'interdiction. Les Taliban d'Afghanistan, l'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (Sénégal) et les factions belligérantes dans le Sud du Soudan ont tous renoncé à l'emploi des mines.
 - Et, ce qui est peut-être le signe le plus encourageant d'un changement fondamental, aucun champ de mines de grande envergure n'a été aménagé cours des deux dernières années.
- En Afghanistan, on a déminé 64 p. 100 des zones résidentielles et des systèmes d'irrigation minés ainsi que 33 p. 100 des routes minées entre 1993 et 1998. Environ 93 p. 100 des terres déminées sont maintenant utilisées de façon productive.
 - Au Cambodge, dès 1999, 23 p. 100 des terrains suspects avaient été déminés ou déclarés sans mines.
 - Au Mozambique, environ 7 400 kilomètres de routes étaient déminées et ouvertes à la circulation dès 1999.
 - Au Nicaragua, depuis 1993, on a déclaré sécuritaires plus de 1,2 million de mètres carrés de terrains suspects.
 - En Jordanie, on a déminé 88 champs de mines, déblayant ainsi une superficie de plus de 7 millions d'hectares.

Nous devenons « una gran familia ». Une famille comportant différentes cultures et langues, de nombreuses races, mais tout de même une famille qui partage des valeurs et des buts... une famille dont les membres se soucient les uns des autres, s'aident et s'encouragent... qui comprend que notre territoire est l'hémisphère, depuis le Yukon jusqu'à la Tierra del Fuego...

— Le premier ministre Jean Chrétien, avril 1998



LE CANADA ET LES AMÉRIQUES : une grande famille

La famille des Amériques est à la veille de se réunir de nouveau au Canada. Du 4 au 6 juin, la ville de Windsor en Ontario, va en effet accueillir l'Assemblée générale annuelle de l'Organisation des États américains (OEA). Cet événement réunit les ministres des Affaires étrangères de l'OEA pour discuter de questions hémisphériques importantes comme la lutte contre le trafic des stupéfiants, la promotion et la protection des droits de la personne, et le renforcement de la démocratie. Le Canada célèbre cette année le 10^e anniversaire de son appartenance à l'OEA. La tenue de l'Assemblée générale 2000 de l'OEA lui offre une occasion unique de discuter, avec ses partenaires de l'hémisphère, des thèmes qui feront l'objet de débats lors du Sommet des Amériques, qui se déroulera l'an prochain à Québec.

L'avenir du Canada est directement lié — géographiquement, économiquement et politiquement — à celui de ses partenaires des Amériques. Ensemble, nous nous trouvons à un moment important de notre histoire. Nous faisons face au défi collectif de transformer les promesses de la région sur les plans économique, social et politique en un avenir plus prospère et sécuritaire pour tous les citoyens des Amériques.

— Le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy

Canada



Élimination des mines terrestres, le 29 janvier, en coopération avec l'OEA

Le Canada et l'Organisation des États américains

L'OEA est la plus ancienne organisation régionale du monde. Fondée en 1890 sous le nom d'Union internationale des républiques américaines, elle est devenue l'Union panaméricaine en 1910. Près de 40 ans plus tard, en avril 1948, 21 pays se sont regroupés pour constituer l'OEA. Le Canada est devenu observateur permanent auprès de l'OEA en 1972 et il est devenu le 33^e membre de celle-ci le 8 janvier 1990.

Depuis son adhésion à l'OEA, le Canada en est devenu un leader actif et respecté dans plusieurs domaines, dont l'action contre les mines, le renouveau institutionnel, la protection des droits de la personne et la lutte contre le commerce des drogues illicites. Le Canada a usé de son influence pour opérer des réformes au sein de l'Organisation. Au nombre des progrès réalisés figurent la création du Service pour la promotion de la démocratie (qui a supervisé des élections et géré un programme de déminage, et qui est dirigé actuellement par Elizabeth Spehar, une Canadienne), la promotion d'un dialogue au niveau des parlementaires de l'hémisphère, le lancement d'un processus de dialogue avec la société civile et l'adoption du principe d'une responsabilité financière accrue. En préconisant un renouvellement institutionnel général, le Canada continue de s'efforcer à rendre l'OEA plus pertinente, plus dynamique et davantage en mesure de faire face aux réalités changeantes de la région.

L'OEA est le principal forum des discussions de principe de l'hémisphère et de leur suivi, et elle joue un rôle clé dans la mise en oeuvre de nombreux engagements pris aux différents Sommets des Amériques. C'est aussi une force régionale de premier plan qui raffermi la démocratie et favorise le développement durable. Et, fait particulièrement important pour le Canada, l'OEA participe à l'élimination des mines antipersonnel dans les Amériques.



Le Canada accueille les Amériques

En 1999, le Canada s'est fermement implanté au coeur des affaires hémisphériques alors qu'il accueillait d'importants événements interaméricains. Cette série d'événements a commencé l'été dernier par la fête de la jeunesse, du sport et de la culture aux Jeux panaméricains, qui ont eu lieu à Winnipeg du 23 juillet au 8 août. Durant les Jeux, l'exposition de Place Canada a constitué une vitrine privilégiée des activités hémisphériques canadiennes. Et c'est là que le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a lancé le site Web « AmériquesCanada » (Ameriquecanada.org), qui traite des activités qui culmineront avec le Sommet des Amériques en 2001.

Le deuxième événement de la série a été la Neuvième Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques qui a eu lieu du 29 septembre au 1^{er} octobre, à Ottawa. L'organisation réussie de cette conférence par le Canada a contribué à faire avancer nos priorités à l'égard de nombreuses questions, dont le développement de l'enfant, la santé et l'éducation.

En tant que président des négociations relatives à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) pendant les 18 premiers mois du processus, le Canada a été l'hôte de la Réunion des ministres du Commerce de la ZLEA, tenue à Toronto les 3 et 4 novembre. Le gouvernement du Canada a également aidé les associations commerciales canadiennes à organiser le Cinquième Forum des gens d'affaires des Amériques, immédiatement avant la réunion ministérielle, du 1^{er} au 3 novembre. Au Forum, les représentants des milieux d'affaires des Amériques ont élaboré des propositions concrètes visant à faciliter le commerce à l'échelle de l'hémisphère. Le Forum a permis à ceux-ci de participer, en dialoguant avec les ministres du Commerce, au processus d'établissement de la ZLEA. Le Forum a aussi donné aux gens d'affaires des Amériques l'occasion de promouvoir leur entreprise et d'établir des relations d'affaires stratégiques internationales.



Illustration : Société des Jeux panaméricains

La sécurité humaine au coeur des préoccupations du Canada

L'OEA a fait sienne la cause de la sécurité humaine, surtout grâce au dialogue sur le problème de la drogue dirigé par le Canada lors de l'Assemblée générale de l'an dernier, au Guatemala. À Windsor, on cherchera, entre autres objectifs clés, à faire progresser les questions de sécurité humaine. Dans un discours devant le Conseil permanent de l'OEA le 11 février, le ministre Axworthy a proposé la tenue d'une session de dialogue sur cette importante question à l'Assemblée générale de Windsor.

Le Canada compte mettre l'accent sur le renforcement des liens à l'intérieur de la famille des institutions inter-américaines telles que l'Institut interaméricain de l'enfant, la Commission interaméricaine des femmes et la Commission interaméricaine des droits de la personne. Par ailleurs, en vue de donner un élan nouveau en faveur de la proposition d'une déclaration américaine des droits des peuples autochtones, le Canada vise l'adoption d'une résolution ferme sur les questions autochtones à l'Assemblée générale. On s'attend aussi à ce que le Réseau des parlementaires des Amériques présente les conclusions de sa rencontre initiale.

Le Canada s'attachera à faire de l'Assemblée générale de Windsor une tribune plus universelle, se déroulant dans un esprit de transparence et d'ouverture institutionnelles. Juste avant l'Assemblée générale, le ministre Axworthy participera à un forum sur la démocratie organisé par le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique de Montréal et le Service de l'OEA pour la promotion de la démocratie. Le Canada s'attend à accueillir à Windsor le plus grand nombre de représentants de la société civile jamais vu à une Assemblée générale de l'OEA. À cette occasion, une déclaration de la jeunesse sera présentée aux ministres des Affaires étrangères par un représentant de la Simulation de l'Assemblée générale de l'OEA, qui aura eu lieu à l'Université de l'Alberta à Edmonton du 27 au 31 mars.

La Simulation de l'Assemblée générale de l'OEA : la voix des jeunes

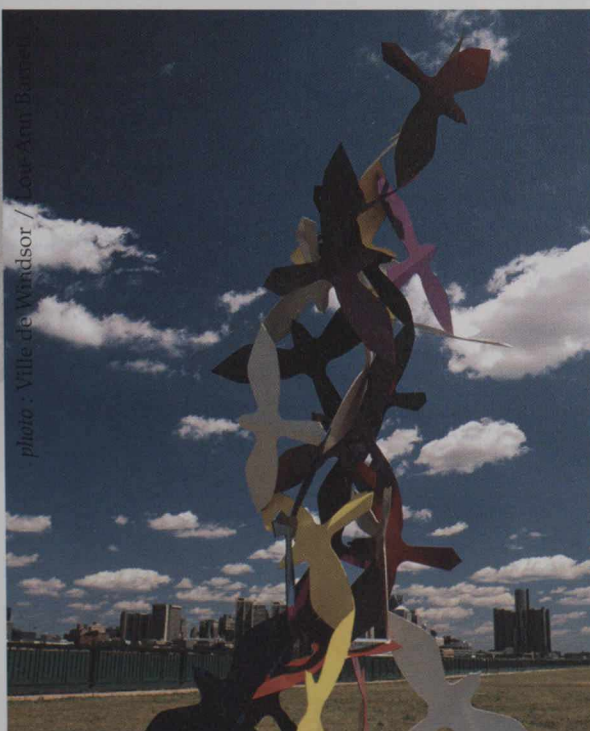
Lorsqu'elle a eu lieu à Edmonton, c'était la toute première fois en 20 ans que la Simulation de l'Assemblée générale de l'OEA se déroulait à l'extérieur de Washington, D.C. Des étudiants de 46 établissements d'enseignement post-secondaire de l'Argentine, de la Barbade, du Brésil, du Canada, de la Colombie, des États-Unis, du Guyana, d'Haïti, du Honduras, du Mexique, de Trinité-et-Tobago et du Venezuela ont participé à l'événement. Le Canada était représenté par des étudiants et étudiantes provenant de 18 établissements d'enseignement supérieur de 5 provinces (Alberta, Manitoba, Ontario, Québec et Saskatchewan).

À l'exemple de l'Assemblée générale de l'OEA, cette assemblée simulée réunit des étudiants de tous les coins des Amériques qui débattent de questions hémisphériques. Chaque université représente un pays membre de l'Organisation. Alors qu'habituellement les étudiants américains forment la majorité des participants à cet événement, un nombre beaucoup plus important d'étudiants de l'Amérique latine et des Caraïbes ont participé à la Simulation tenue à Edmonton, en faisant une rencontre vraiment hémisphérique.

La Foire culturelle : une invitation au grand public

À Windsor, le grand public aura l'occasion de voir des exemples d'initiatives canadiennes au sein de l'OEA et d'en apprendre davantage au sujet de la ville-hôte de l'Assemblée générale et de la région environnante du comté d'Essex. La Foire culturelle, qui doit débiter fin mai, comprendra une exposition d'oeuvres d'enfants sur les droits de la personne; une exposition du Musée des Amériques de l'OEA; une exposition sur l'interdiction des mines terrestres; un kiosque interactif des Amériques; et une exposition sur la ville de Windsor et le comté d'Essex.

Dans le cadre du festival multiculturel du Carrousel des Nations, commandité par la ville de Windsor, une série d'activités en bordure des rives de la rivière Détroit viendront compléter la Foire culturelle. Les activités comprendront des spectacles animés par des musiciens, des artistes et des danseurs de la région ainsi que des feux d'artifice et un défilé d'embarcations sur la rivière.



Morning Flight, la sculpture futuriste de Gerald Gladstone, et la ville de Windsor en arrière-plan

Le Sommet 2001 des Amériques

Sommet de Santiago, avril 1998



Photo: Jean-Marc Carisse

Le premier Sommet des Amériques a eu lieu à Miami en 1994, et le second à Santiago, au Chili, en 1998. Les deux Sommets ont favorisé une coopération pratique, à l'échelle de l'hémisphère, en ce qui concerne une gamme de problèmes

cadrant bien avec les priorités canadiennes touchant l'économie et la sécurité humaine. Le Plan d'action adopté à Santiago engageait les pays membres à centrer leurs efforts sur quatre secteurs : l'amélioration de l'éducation, le renforcement de la démocratie, la lutte contre la pauvreté et la discrimination ainsi que l'intégration économique et la libéralisation du commerce.

En 2001, les présidents et les premiers ministres se réuniront au Sommet des Amériques, à Québec, afin de tracer une ligne de conduite commune pour le nouveau millénaire. Assurant la présidence du processus du Sommet, le Canada jouera un rôle de premier plan dans l'établissement de l'ordre du jour du Sommet et la préparation de l'événement.

Au Sommet, le Canada travaillera en consultation étroite avec ses partenaires, dont l'OEA, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation panaméricaine de la santé, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et la Banque mondiale. Le but sera d'assurer l'élaboration d'un Plan d'action pratique et axé sur les besoins des gens.

Pays membres de l'OEA

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, États-Unis, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

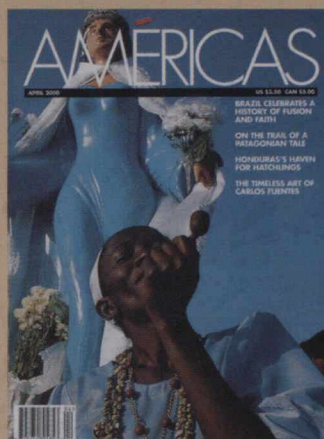
Observateurs permanents auprès de l'OEA

Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Corée, Croatie, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée équatoriale, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Liban, Maroc, Pakistan, Pays Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Siège, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Union européenne, Yémen.

Le magazine *Américas*

Le magazine primé *Américas*, publié tous les deux mois par le Secrétariat général de l'OEA, est maintenant disponible en français et en anglais au Canada. Le premier numéro d'*Américas* a été publié en mars 1949. C'est la toute première fois que la population de langue française des Amériques peut lire ce magazine en version française. Cette première parution ainsi que la distribution des éditions française et anglaise au Canada, ont été rendues possibles, en partie, grâce à l'appui financier du gouvernement canadien.

Américas offre aux lecteurs un aperçu de leur passé à la fois commun et distinct, et les invite à réfléchir aux événements qui nous unissent de part et d'autre des Amériques. C'est un excel-



lent moyen pour les Canadiens de se renseigner sur l'hémisphère et de donner une idée aux peuples des Amériques de ce qu'est la vie de ceux d'entre nous qui habitons « dans le nord ».

Le numéro de 68 pages du mois d'avril d'*Américas*

contient un article sur Windsor, la ville-hôte de la prochaine Assemblée générale de l'OEA. Il comprend aussi des articles sur la mosaïque culturelle du Brésil, la région de Patagonie en Argentine, la protection des tortues de mer au Honduras, la préservation et la restauration de l'architecture et de l'art religieux dans la ville d'Arequipa au Pérou, ainsi que sur le célèbre écrivain Carlos Fuentes.

Pour vous abonner au magazine *Américas*, veuillez téléphoner (sans frais) au 1 800 267-8376. Les frais d'abonnement pour un an sont de 24 \$CAN. ●—

Sites Web

www.AmeriquesCanada.org
Bureau du Sommet hémisphérique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
www.dfait-maeci.gc.ca
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
www.dfait-maeci.gc.ca/oas
Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des États américains
www.oas.org
Organisation des États américains



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Le Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines

Dans le cadre plus large du travail de sensibilisation entrepris par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, des jeunes ambassadeurs travaillent dans huit villes de différentes régions du Canada, pour essayer d'intéresser et de faire participer les jeunes Canadiens à l'action antimines. Les projets réalisés au cours des deux premières années portaient notamment sur la sensibilisation, l'organisation de conférences régionales destinées aux jeunes et la collecte de fonds. Réalisé en collaboration avec la Croix-Rouge canadienne et Mines Action Canada, ce programme est financé par le MAECI par le biais des programmes de l'Équipe d'action contre les mines et du Programme de stages internationaux pour les jeunes.

Diminution du nombre de victimes

Étant donné que de nombreux accidents ne sont ni déclarés ni enregistrés, personne ne connaît exactement le nombre de personnes tuées et blessées par les mines antipersonnel. Par ailleurs, la situation semble s'améliorer :

- En Afghanistan, les accidents causés par les mines ont fait environ 50 p. 100 de victimes en moins entre 1993 et 1998.
- Au Cambodge, le taux d'accident a baissé de moitié depuis 1996.
- En Bosnie, où les mines pullulent, le nombre de personnes tuées et mutilées a fortement baissé, passant d'environ 56 par mois en 1995 à 5,5 par mois à la fin de 1998.
- Au Mozambique, le nombre moyen de victimes est passé de 55 par mois en 1995 à moins de 7 par mois en 1998.

Le Fonds canadien contre les mines

Le Fonds canadien contre les mines, dont le gouvernement du Canada a annoncé la création en décembre 1997, injecte 100 millions de dollars sur cinq ans dans des activités concourant à la réalisation des objectifs de la Convention d'Ottawa.

Le Fonds a concentré ses efforts sur deux thèmes essentiels :

- Exercer des pressions en vue de la mise en oeuvre complète et universelle de la Convention.
- Appuyer des activités comme le déminage, la sensibilisation aux mines, l'aide aux victimes, ainsi que la recherche et le développement de nouvelles technologies d'action antimines.

Au cours de la première année qui a suivi sa création, le Fonds a pris des engagements pluriannuels en vue de réaliser des projets dans de nombreuses parties du monde comptant parmi les régions les plus touchées par les mines. Ces engagements comprenaient l'octroi de fonds de 10 millions de dollars pour un programme en Bosnie, de 10,46 millions de dollars pour l'action antimines au Mozambique et de 4,5 millions de dollars pour l'élaboration de programmes en Amérique centrale. Au total, le Fonds a appuyé la réalisation de projets dans 19 pays en 1998-1999.



Un soldat canadien se prépare à enlever une mine antipersonnel en Bosnie.



Un militaire canadien donnant un cours sur le déminage au Cambodge.

Kosovo

En novembre 1999, le Canada a engagé des ressources supplémentaires afin de faire face aux séquelles du conflit dans les Balkans, notamment des fonds additionnels de 5 millions de dollars sur deux ans pour appuyer l'action antimines au Kosovo. L'ONU estime qu'il faudra environ deux ou trois ans pour débarrasser la province des mines et des munitions. Au Kosovo, le programme Mines Action Canada a donné son appui au Centre d'action antimines de l'ONU, ce qui comprend l'aide aux victimes, la sensibilisation aux mines et le déminage des terres pour permettre le retour des personnes déplacées du Kosovo. ●—

Pour obtenir plus de renseignements sur les mines antipersonnel et le programme d'action antimines du Canada, consultez le site Web « Passage » (www.mines.gc.ca) ou téléphonez au 1 800 267-8376 ou au (613) 944-4000.

Enfants d'ici ou d'ailleurs

Les étudiants québécois défendent la cause de la sécurité humaine pour les enfants du monde

Il y a trois ans, un groupe d'étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a conçu un projet visant à encourager le développement culturel des élèves des écoles primaires du Québec et des pays de la Francophonie. Ils ont nommé ce projet Enfants d'ici ou d'ailleurs (EIA).

À chaque année, ce projet permet à neuf étudiants de visiter une école primaire québécoise ou étrangère, d'offrir des livres et d'autres outils pédagogiques à une école d'un pays en développement, d'aider les écoliers à découvrir une autre culture et de participer à l'élaboration du programme de sécurité humaine du Canada.

Sur le terrain

Jusqu'à présent, les étudiants ont visité la Tunisie et le Bénin. Ils se rendront bientôt, en mai 2000, au Sénégal. Les représentants du projet Enfants d'ici ou d'ailleurs espèrent pouvoir visiter éventuellement les 47 pays de la Francophonie. Tous les groupes se composent d'étudiants des départements de science politique, d'éducation et de communication de l'UQAM. Cette année, le projet a pris de l'ampleur avec la participation d'étudiants de l'Université de Montréal.

Au dire de Catherine Émond et de Karim Laz, respectivement coprésidente et codirecteur d'EIA, « En aidant les écoliers à examiner leur propre culture et à la comparer à une autre, nous espérons créer une nouvelle ouverture d'esprit tout en empêchant l'émergence du racisme et d'autres préjugés culturels. Nous croyons que si les écoliers apprennent à faire preuve de tolérance et de largeur d'esprit et à s'intéresser à d'autres cultures, ils conserveront ces qualités durant toute leur vie ».

Les projets comprennent des visites de salles de classe au Québec et à l'étranger, la production de deux courts vidéos sur la culture québécoise et celle d'un autre pays, ainsi que la préparation de deux brochures. Les étudiants en science politique devront également rédiger une dissertation sur les aspects du projet touchant la sécurité humaine, qui sera présentée au gouvernement du Canada.

Sécurité humaine

L'enjeu de la sécurité humaine s'insère dans le mandat du projet Enfants d'ici ou d'ailleurs, lequel vise à encourager le développement culturel des enfants de la Francophonie et à fournir une aide aux écoles primaires mal équipées des pays en développement. Les participants au projet EIA

photos : Enfants d'ici ou d'ailleurs, UQAM



Catherine Émond discutant avec le ministre Axworthy à l'UQAM le 27 janvier

estiment que leurs activités contribuent au développement humain et, par conséquent, à la sécurité humaine.

Le projet EIA a bénéficié de l'appui financier du gouvernement du Canada, en particulier d'une subvention de 50 000 \$ du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Cette subvention a été présentée par le ministre des Affaires étrangères Axworthy lors d'une rencontre avec le groupe, tenue à l'UQAM le 27 janvier.

À cette occasion, M. Axworthy a déclaré : « Je suis très impressionné par votre travail et votre engagement à l'égard de la sécurité humaine. En forgeant des liens entre des écoliers canadiens et étrangers, vous contribuez à l'édification d'une meilleure société pour tous. Vous avez le pouvoir d'aider le Canada à accroître la sécurité dans le monde. Votre contribution peut faire une grande différence. » ●

Canada — Regard sur le monde aimerait inviter les écoles, les collèges et les universités du Canada à l'informer de tous leurs projets portant sur la sécurité humaine et la politique étrangère. Nous pensons qu'il importe de présenter le concept de la sécurité humaine dans les salles de classe du pays. Nous choisirons les projets les plus intéressants et consacrerons une page à leurs réalisations. Pour nous joindre, veuillez écrire au directeur de la rédaction, **Canada — Regard sur le monde**, Direction des services de communication (BCS), ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.



Norman Robertson

Le géant tranquille de la diplomatie canadienne



L'ambassadeur Robertson en compagnie du président américain Eisenhower à Washington en 1957

Ottawa, le 28 janvier 1941. Peu après midi, dans son bureau, le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, O.D. Skelton, mourait d'une crise cardiaque. Le Canada venait de perdre, à un moment déterminant de son histoire, l'un des plus grands architectes de sa politique étrangère. Le premier ministre Mackenzie King venait, quant à lui, de perdre son plus proche confident.

Il était l'un des serviteurs les plus illustres que ce pays ait jamais eus.

— Pierre Elliot Trudeau

King apprit la nouvelle à 15 h. Dès 16 h 30, il avait nommé le successeur de Skelton : Norman A. Robertson. Diplomate de 37 ans, de haute taille, né à Vancouver et doté d'un solide bagage commercial et économique, le nouveau sous-secrétaire avait déjà travaillé en étroite collaboration avec King.

L'ascension d'un homme aussi jeune au sommet d'un ministère important du gouvernement serait rare, même aujourd'hui. Il y a 60 ans, c'était un événement extraordinaire. Tout comme l'était d'ailleurs Norman Robertson, dont l'intelligence prodigieuse lui avait permis dès le départ de devancer ses pairs. À 15 ans, il amorçait sa première année à l'Université de la Colombie-Britannique, à 18 ans, il était boursier de la fondation Rhodes, à 23 ans, il était diplômé du Brookings Institution et, à 24 ans, troisième secrétaire aux Affaires extérieures. À la fin des années 1930, il occupait le poste de représentant principal du Ministère lors de négociations commerciales décisives avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. Puis, en 1941, alors qu'il était plus jeune que d'autres candidats probables (notamment Lester B. Pearson) pour succéder à O.D. Skelton, il avait pratiquement autant d'années de service qu'eux.

En sa qualité de chef des Affaires extérieures, de 1941 à 1946, Robertson a contribué à donner de nouvelles orientations à la politique étrangère du Canada, tout en gérant l'expansion énorme du Ministère en temps de guerre. Sous son leadership, les diplomates canadiens ont permis au pays de se tailler un rôle plus important en dirigeant l'effort de guerre et en façonnant la paix dans l'après-guerre. Robertson était le haut représentant du Canada à la Conférence de San Francisco, tenue en 1945, qui s'est soldée par la création des Nations Unies.

Malgré un style personnel joyeusement original dont témoignait sa tenue et son allure décontractées (il écrivait à l'époque qu'il abhorrait « les vestes satinées et les guêtres blanches » ainsi que la « brigade en hauts-de-forme »), Robertson n'en était pas moins un fonctionnaire accompli, qui faisait preuve de prévenance et de délicatesse à l'égard de ses collègues, tout en étant passé maître dans l'art d'obtenir un consensus.

Robertson au poste de greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet, ce poste étant en fait le plus élevé de la fonction publique. En 1952, Robertson est retourné à Londres, où il a exercé les fonctions de haut-commissaire pendant presque cinq ans. Après une affectation de courte durée à Washington en qualité d'ambassadeur du Canada aux États-Unis, Robertson est revenu à Ottawa ayant obtenu, ce qui était sans précédent, un second mandat de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ce mandat a coïncidé avec la période d'agitation et de discorde qui a marqué l'époque du régime de Diefenbaker. À travers cette tempête, Robertson a tenu la barre avec calme et prudence jusqu'à ce qu'il ait été forcé de démissionner de son poste pour des raisons de santé. Jusqu'à sa mort, en 1968, on le consultait souvent au sujet de dossiers clés liés aux affaires étrangères du Canada. ●

Même s'il contestait jusqu'au bout les énoncés de politique qu'il n'approuvait pas, une fois la décision rendue, il appliquait à la lettre les mesures qui en découlaient.

L'ascension fulgurante de Robertson s'explique aussi par une extraordinaire faculté à inspirer confiance aux autres, notamment à chaque premier ministre sous la direction duquel il a travaillé, les incitant à se fier à son jugement.

Ce talent lui a aussi servi à établir des contacts à l'étranger. Lorsqu'il occupait le poste de haut-commissaire à Londres, immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, Robertson a forgé des liens très étroits avec d'éminentes personnalités du gouvernement britannique, et ce, tout en défendant des intérêts canadiens qui, souvent, entraient en conflit avec ceux de ses hôtes.

En 1949, le premier ministre Louis Saint-Laurent a nommé



photo : Famille Robertson

Les jeunes et la politique étrangère

Garder le contact

« Ici, on nous donne la parole, à nous **les jeunes** et les universitaires qui ne faisons pas partie du gouvernement. De cette façon, nous avons notre mot à dire, et c'est important. »

C'est ce qu'a affirmé Marie-Joëlle Dulude, l'une des nombreuses jeunes participantes qui ont assisté en 1999 au Forum national sur les relations internationales du Canada, organisé par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE). D'autres jeunes, comme Alison Hartley de Douglas College à New Westminster (Colombie Britannique), Brent Nyznyk, vice-président des jeunes de la Winnipeg UN Association et Vanessa Nevin, porte-parole de la Native Student Union étaient également présents. Ensemble, ils ont tous contribué à présenter une perspective unique de la politique étrangère du Canada.

Garder le contact avec la jeunesse canadienne est un objectif important du mandat du CCDPE. Il donne l'occasion à de jeunes Canadiens de participer à des tables rondes avec des ministres, des hauts fonctionnaires, des universitaires ainsi qu'avec des représentants d'ONG et d'autres organismes.

Le deuxième Séminaire annuel pour étudiants diplômés qu'organise le CCDPE rassemblera 14 jeunes universitaires de tout le pays au début de mai. Ils discuteront de la sécurité humaine et de leurs recherches universitaires avec des hauts fonctionnaires. Parmi les mémoires de l'année dernière figurent « Le rôle du Canada dans les opérations de maintien de la paix au XXI^e siècle » par Sunil Ram, « L'égalité hommes-femmes et la sécurité humaine » par Holly MacLeod et « La participation canadienne à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine » par Jade Duchesneau Bernier. Les étudiants participeront aussi à la Table ronde des universitaires ayant lieu immédiatement après le Séminaire.

En 1999, le Sommet de la Francophonie a également revêtu beaucoup d'importance pour la jeunesse canadienne. Au cours des 6 premiers mois de l'année, plus de 300 jeunes ont participé à 6 réunions dans différentes régions du pays. Leurs opinions et leurs recommandations ont été présentées au Sommet de la Francophonie tenu à Moncton en septembre dernier. Au dire de Suzanne Hébert de Bouctouche, au Nouveau-Brunswick, « Tout a très bien fonctionné. Nous, les jeunes, avons eu la chance de parler à des gens du Ministère. Ceux-ci nous ont très bien écoutés. Encore une fois, un gros merci. Bref, c'était super! » ●—

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a annoncé la tenue du Forum national 2000 des jeunes dont le thème sera les enfants touchés par la guerre. Le Forum rassemblera des jeunes Canadiens à Winnipeg, en septembre prochain, pour coïncider avec la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre. « Les jeunes du Canada ont un rôle essentiel à jouer dans notre politique étrangère et le renforcement de la sécurité humaine dans le monde, affirme le ministre Axworthy. Les jeunes Canadiens peuvent améliorer le sort des enfants touchés par la guerre, ici au Canada, et à l'étranger. J'attends avec impatience leurs idées et leur aide. »

Pour obtenir d'autres renseignements, consultez le site Web du CCDPE (www.cfp-pec.gc.ca), ou communiquez avec le Centre par téléphone au (613) 944-4150/0391, par télécopieur au (613) 944-0687 ou par la poste : Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

NATIONS

• ACTUALITÉS •

Déclaration

Extraits d'une allocution du ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, à l'occasion de son acceptation du *McGill International Review Award of Distinction*, lors de la 10^e assemblée annuelle de la Simulation des Nations Unies de l'Université McGill tenue à Montréal, à l'Université McGill, le 27 janvier 2000.

Cet honneur revêt une importance toute particulière en raison du moment où vous l'attribuez. Il y a une décennie, la Simulation des Nations Unies voyait le jour. Elle constitue aujourd'hui le plus important rassemblement de ce genre en Amérique du Nord.

Je suis sans cesse impressionné par le sentiment bouillonnant de confiance et par l'enthousiasme sans borne avec lequel les jeunes abordent le nouveau monde complexe. Cette dernière décennie a correspondu à une décennie de changements spectaculaires sur la scène internationale. Le caractère évolutif des concepts de paix et de sécurité mondiales est au cœur de tous ces changements. C'est pourquoi il nous faut porter attention à la dimension humaine des affaires mondiales.

Pour que nous atteignons cet objectif, il est indispensable que l'Organisation des Nations Unies soit vigoureuse et pertinente. C'est pourquoi le Canada a été candidat à un siège au Conseil de sécurité. Ce dernier demeure la seule instance mondiale ayant le mandat de maintenir la paix et la sécurité. Pourtant, le Conseil ne s'est pas toujours montré à la hauteur des défis posés par les nouvelles menaces pesant sur la sécurité. Le Conseil s'est parfois soustrait à une partie de ses obligations. Du même coup, il a perdu de sa pertinence.

Il s'ensuit que la protection des civils doit occuper le premier rang des préoccupations du Conseil de sécurité. À cette fin, nous avons amorcé un débat afin de relever le degré de sensibilisation et de façonner les mesures à prendre. Il en est résulté un rapport d'ensemble du secrétaire général en septembre dernier. Notre initiative et le rapport du secrétaire général ont placé la dimension humaine de la paix et de la sécurité au centre du programme d'action du Conseil. Le Canada préside actuellement un processus visant à garantir l'exécution de certaines recommandations cruciales.

Pendant la première année de notre mandat au Conseil, notre présence a compté. Grâce à elle, le Conseil prend des mesures visant la protection des civils en situation de conflit et s'attaque maintenant à des questions qui menacent directement des populations, comme les enfants touchés par la guerre, la prolifération des armes légères, ou comme la réunion sans précédent du Conseil, le mois dernier, consacrée à la pandémie du SIDA — et qui aurait été inimaginable, ne serait-ce qu'un an plus tôt. Également la voix de la souffrance humaine se fait entendre et on l'écoute à la table du Conseil, grâce à la toute première comparution de la haute commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme et du président du Comité international de la Croix-Rouge.

C'est là une évolution qui accroît la pertinence du Conseil pour les populations. Ce sont là de réels progrès. ●

Pour la version intégrale du discours, visitez le site Web du Ministère (www.dfait-maeci.gc.ca) et cliquez sur « Communiqués » puis sur « Déclarations », ou communiquez avec le Service des relations avec les médias au (613) 995-1874. Consultez également la rubrique « Le Canada au Conseil de sécurité des Nations Unies » affichée sur la page d'accueil du MAECI.



Ghana — un partenaire clé en Afrique

L'État ouest-africain du Ghana est fier de son histoire. En 1957, il fut la première colonie européenne de l'Afrique sub-saharienne à obtenir son indépendance. Par la suite, le Ghana a inspiré plusieurs autres pays à mesure que la décolonisation gagnait du terrain à travers le monde.

Le Ghana est l'un des principaux partenaires du Canada en Afrique. Nos relations reflètent quatre décennies de contacts personnels et officiels qui se sont noués grâce à l'aide bilatérale, dans le contexte de l'ONU et du Commonwealth. Ces dernières années, les liens se sont élargis pour inclure le commerce et l'investissement. Un délégué commercial canadien est en poste à Accra depuis septembre 1997.

Le Canada et le Ghana entretiennent une longue relation de coopération en matière de développement. L'objectif principal du gouvernement du Ghana est de réduire la pauvreté et d'accroître substantiellement le niveau de vie des Ghanéens. Pour y parvenir, le programme d'aide de l'Agence canadienne de développement international vise le développement agricole, un meilleur approvisionnement en eau dans les régions rurales, le développement des ressources humaines, l'éducation et la santé, l'amélioration de la balance des paiements, l'énergie et les ressources naturelles.

Sous la direction du président Jerry Rawlings, le Ghana a traversé une période harmonieuse de transition du régime militaire vers un gouvernement démocratique participatif. La nouvelle constitution, adoptée en 1992, a permis de créer un climat propice à la formation de partis politiques, dont plusieurs préparent activement les prochaines élections présidentielles et parlementaires prévues pour le mois de décembre prochain.

Tout comme le Canada, le Ghana prône le principe du maintien de la paix et est le quatrième plus important contributeur de personnel aux missions de paix de l'ONU à travers le monde. En fait, les militaires ghanéens ont servi dans des missions en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, au Liban et ailleurs. Environ 1 000 soldats ghanéens participent présentement à la mission de l'ONU en Sierra Leone.

Les partenariats entre le Ghana et le Canada continuent de prendre de l'ampleur dans de nombreux autres domaines. Le ministre des Affaires étrangères Axworthy participera à la Conférence de l'Afrique de l'Ouest sur les enfants touchés par la guerre, qui se tiendra à Accra, les 27 et 28 avril, et qui sera coprésidée par le Canada et le Ghana. Cette conférence vise à lancer une initiative régionale pour faire face aux nombreux traumatismes vécus par les enfants touchés par les conflits.

Dans les années à venir, les relations canado-ghanéennes devraient s'étendre, surtout en ce qui a trait aux enjeux communs de sécurité humaine sur le continent africain. ●

Culture

Présenter la culture canadienne à l'étranger en 2000

« La culture concrétise l'image du Canada à l'étranger », dit-on. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international l'a compris depuis longtemps. En 1966, le MAECI créait une Direction des affaires culturelles qui avait pour mandat de définir, de coordonner et de mettre à exécution la politique culturelle du Canada. Bien avant cela, les diplomates canadiens prenaient souvent l'initiative d'organiser des activités culturelles dans les ambassades à l'étranger afin d'exposer les meilleurs éléments de la riche palette de la culture canadienne. En 1995, le gouvernement s'est engagé plus avant et a annoncé que la promotion et la mise en relief de la culture et des valeurs canadiennes à l'étranger devaient devenir une pierre angulaire de notre politique étrangère.

En l'an 2000, la tradition de présenter les meilleurs artistes canadiens dans le monde entier se poursuit afin de permettre au Canada d'étendre sa renommée à l'échelle mondiale.

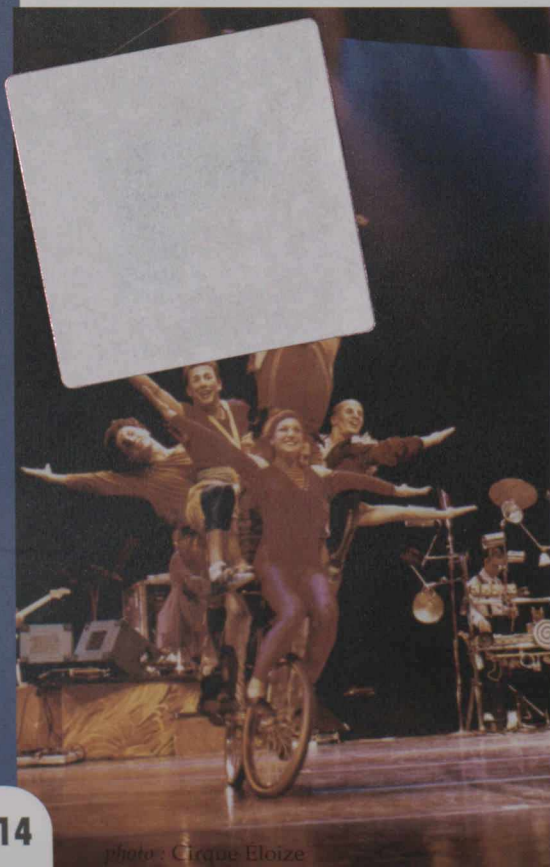


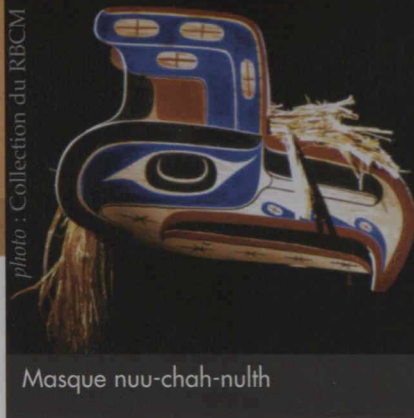
photo : Cirque Éloize

- L'Orchestre symphonique de Toronto, dirigé par Jukka-Pekka Saraste, a ravi les critiques et le public durant sa tournée européenne cet hiver.
- Le Cirque Éloize — dont le concept s'inspire du Cirque du Soleil — a mérité les éloges de la critique au célèbre Festival d'Édimbourg, en août 1999. La troupe, qui effectue depuis janvier et jusqu'en mai une tournée aux États-Unis, interrompra brièvement sa tournée en avril pour donner des spectacles au Festival de Bogotá, en Colombie. L'été et l'automne prochains, le Cirque Éloize effectuera une tournée en Europe.
- De septembre à décembre, le Royal British Columbia Museum (RBCM) présentera l'art des masques de la Nation nuu-chah-nulth (autrefois connue sous le nom de Nootka) à Denver, au Colorado. Les masques, créés par 16 artistes, dont Art Thompson qui jouit d'une renommée internationale, illustrent de façon vivante les relations entre ce peuple autochtone et le paysage grandiose de son territoire ancestral, situé sur la côte Ouest du Canada.

La grande rétrospective *Magnetic North*, organisée par Video Pool de Winnipeg et présentée en collaboration avec le Walker Art Center de Minneapolis, au Minnesota, mettra en valeur le volet expérimental des arts au Canada. Elle illustrera l'explosion récente de produits vidéo expérimentaux canadiens et comprendra une rétrospective de l'art vidéo expérimental depuis les années 1970 et 1980. Après Minneapolis, *Magnetic North* sera présentée dans d'importantes institutions des États-Unis, de l'Europe et du Canada. L'exposition itinérante se poursuivra jusqu'en décembre 2001.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les programmes du MAECI qui visent à promouvoir la culture et l'art canadiens à l'étranger, consultez le site Web du Ministère (www.dfait-maeci.gc.ca) ou communiquez avec Louis Hamel, directeur, Direction de la promotion des arts et des industries culturelles (ACA), ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2, tél. (613) 992-9948.

photo : Collection du RBCM



Masque nuu-chah-nulth

photo : Ronnie Burkett Theatre



Ronnie Burkett dans *Happy*

Voici d'autres événements marquants du calendrier de l'an 2000 :

- Le Canada participera à la septième Biennale de Venise de l'architecture, qui aura lieu du 18 juin au 29 octobre. Le MAECI et le Conseil des arts du Canada ont retenu les services de Phyllis Lambert et du Centre canadien d'architecture afin d'organiser la présentation du Canada à la Biennale. Celle-ci aura pour thème « La ville : moins d'esthétique, plus d'éthique ».
- Le talent des auteurs canadiens sera en vedette au dixième Festival des écrivains de Prague, qui se tiendra en avril. Créé par le président tchèque Václav Havel après la chute du régime communiste, le Festival jouit toujours d'une très ample couverture médiatique. Pour la toute première fois, le Festival accueillera des auteurs canadiens, notamment Margaret Atwood, Gérald LeBlanc, Antonine Maillet, Ann Michaels et Michael Ondaatje.
- Après avoir attiré la foule au Mexique depuis septembre 1999, l'exposition de tableaux des célèbres peintres canadiens du Groupe des Sept sera présentée dans différentes villes scandinaves en mai.
- Le Ronnie Burkett Theatre of Marionettes effectuera cet été une tournée au Danemark et en Allemagne afin de présenter son oeuvre primée *Tinka's New Dress*, ainsi que la première de son nouveau spectacle, *Happy*. ●

Nouvelles en bref

LE CANADA SIGNE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR LE TERRORISME

Le 10 février, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a signé la Convention internationale sur la répression du financement du terrorisme au siège de l'ONU à New York. La Convention vise à empêcher que les territoires des États signataires soient utilisés comme bases pour les activités de financement du terrorisme. Elle prévoit également un cadre permettant d'extrader ou de traduire en justice les personnes qui recueillent ou fournissent des fonds destinés aux terroristes.

Le Canada a présidé le comité de négociation en vue de conclure la Convention. Celle-ci est destinée à servir de complément aux conventions existantes contre le terrorisme. Elle vise à réprimer les activités terroristes en limitant les sources de financement du terrorisme, grâce à l'inclusion de nouvelles infractions dans le droit international.

Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'ONU le 9 décembre 1999, la Convention entrera en vigueur après avoir été ratifiée par 22 États.

LE CANADA ET LA RUSSIE INTENSIFIENT LEUR COOPÉRATION DANS LE NORD

Le Canada et la Russie viennent de prolonger de trois ans leur accord sur la coopération à l'égard des Autochtones et du développement du Nord. Les deux pays renforceront la coopération dans le Nord et ranimeront leur dialogue politique au sujet des questions concernant l'Arctique et les Autochtones.

Ottawa et Moscou ont également approuvé un plan de travail afin d'entreprendre de nouvelles activités visant à promouvoir le développement durable dans le Nord et à tirer parti des possibilités socio-économiques qui se présentent dans la région. « Le développement de la dimension nordique de nos relations bilatérales avec la Russie demeure une priorité », a dit le ministre Axworthy lors de la première réunion du Groupe de travail sur l'Arctique et le Nord.

INONDATIONS AU MOZAMBIQUE : LE CANADA À LA RESCOURSE

Le Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère de la Défense nationale (MDN), a fourni plus de 11,6 millions de dollars pour appuyer les efforts de secours à l'intention des victimes des inondations au Mozambique ainsi qu'au Zimbabwe, en Afrique du sud, au Botswana et au Swaziland.

En février, des pluies torrentielles qui sont tombées durant des semaines et un cyclone ont causé les pires inondations en 50 ans dans ces pays, laissant environ 1 million de personnes sans abri.

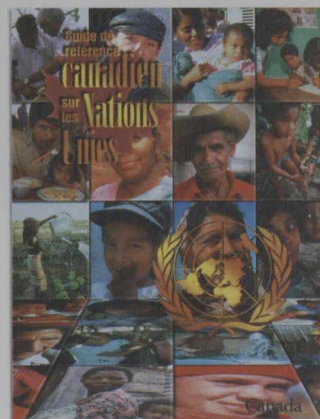
La contribution du Canada a été acheminée par l'intermédiaire d'organismes comme le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'Organisation mondiale de la santé et d'ONG canadiennes comme Oxfam Canada et la Canadian Lutheran World Relief. Elle comprenait de la nourriture, des couvertures, des médicaments, des abris, de l'eau potable, du transport pour les victimes et un soutien à la reconstruction.

Le Canada a aussi contribué 500 000 \$ pour permettre au Service d'action des mines de l'ONU d'évaluer la situation et de prendre les mesures appropriées pour protéger la population des dangers résultant du déplacement des mines antipersonnel. Le Mozambique, qui compte entre 1 et 2 millions de mines sur son territoire, est l'un des pays les plus minés au monde.

DES ÉTUDIANTS CANADIENS PARTICIPENT À LA CONFÉRENCE NATIONALE DE LA SIMULATION DES NATIONS UNIES

Quelque 225 étudiants canadiens en provenance de 13 collèges et universités de l'ensemble du Canada se joindront aux 2 400 participants venant du monde entier pour participer à la conférence nationale de la Simulation des Nations Unies à New York, du 18 au 22 avril. L'origine de cette conférence remonte à 1923 alors qu'elle prenait la forme d'une simulation des débats de la Société des Nations.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international offre un soutien logistique et financier aux établissements d'enseignement canadiens afin qu'ils puissent y participer. Chaque établissement représentera un pays différent. Par exemple, les étudiants de l'Université de Montréal représenteront la France, tandis que ceux du Nunavut Arctic College représenteront la Barbade.



GUIDE DE RÉFÉRENCE CANADIEN SUR LES NATIONS UNIES

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international vient de publier une version mise à jour du *Guide de référence canadien sur les Nations Unies*. Ce guide qui compte plus de 80 pages souligne la contribution unique et l'engagement du Canada à l'égard de l'ONU. Il présente les programmes ainsi que toutes les agences et les institutions spécialisées des Nations Unies. Il fournit aussi de l'information sur les personnes-ressources et les sites Web. « Le Guide est un outil pratique de référence destiné aux étudiants, aux enseignants, au grand public et aux médias — en fait, à toute personne intéressée à en savoir plus sur les Nations Unies », a affirmé le ministre Axworthy lors du lancement du Guide.

On peut obtenir des exemplaires imprimés du Guide en communiquant avec le MAECI : Services de renseignements (SXCI), ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2; téléphone : **1 800 267-8376** ou **(613) 944-4000**; télécopieur : **(613) 996-9709**.

• suite à la page 16

Une version électronique du Guide peut être consultée en visitant le site éducatif du MAECI « Les Canadiens dans le monde » (www.canecole.org). Ce site présente un menu varié de sujets portant sur les relations internationales, les efforts humanitaires, la culture, la science, les sports et le commerce.

RAPPORT SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Le rapport annuel de l'ONG canadienne Internet des droits humains (IDH), *Le système des droits humains à l'ONU : bilan 1999*, sera disponible en avril en format conventionnel et sur support CD-ROM ainsi que sur Internet (www.hri.ca/forthecord.shtml).

Le rapport, produit en collaboration avec le MAECI, présente les développements survenus dans le domaine des droits de la

personne en 1999, pays par pays ainsi que sur une base thématique. C'est le document le plus complet ayant été préparé sur la situation des droits de la personne dans le monde en 1999.

On peut obtenir les versions imprimées et CD-ROM en communiquant avec IDH : Internet des droits humains, 8, rue York, bureau 302, Ottawa (Ontario) K1N 5S6; téléphone : (613) 789-7407; télécopieur : (613) 789-7414; courriel : paul@hri.ca

Dans notre PROCHAIN NUMÉRO

Numéro 8 • Été 2000

Prévu pour la fin mai, notre prochain numéro traitera des Amériques, plus particulièrement de l'Assemblée générale de l'OEA, qui aura lieu du 4 au 6 juin à Windsor, et de l'ensemble de nos relations hémisphériques.

Le Canada au carrefour des nations



Venez visiter l'édifice Lester B. Pearson, siège du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, au 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario). Des visites guidées gratuites sont organisées pour le grand public du 3 avril au 10 novembre.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour faire des réservations, veuillez composer le (613) 992-6164 ou communiquer avec Maricarmen Charbonneau : maricarmen.charbonneau@dfait-maeci.gc.ca

SAVIEZ-VOUS QUE...

Le Canada a siégé six fois à titre de membre non permanent du **Conseil de sécurité des Nations Unies**. Le Canada a été élu au Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans en 1948-1949, 1958-1959, 1967-1968, 1977-1978 et en 1989-1990, et son mandat actuel expire le **31 décembre 2000**.

Plus de **50 missions canadiennes** disposent maintenant de leur propre **site Web**, ce qui permet de communiquer avec des gouvernements étrangers, des organismes internationaux, des entreprises, des établissements d'enseignement et d'autres sources d'information et personnes-ressources. Ces sites peuvent aussi vous être très utiles pour préparer votre prochain voyage à l'étranger. Pour y accéder, visitez le site Web du Ministère (www.dfait-maeci.gc.ca) et cliquez sur « Le Ministère », puis sur « Ambassades et missions ».

En 1952, une résolution de l'Assemblée générale a établi la **Commission du désarmement des Nations Unies** en permanence à **Genève**. Elle se composait de six membres **permanents** : le **Canada**, la Chine, les États-Unis, la France, l'Union soviétique et le Royaume-Uni.

L'intérêt de la jeunesse canadienne pour la paix mondiale n'est pas nouveau. Au mois d'**août 1936**, le député fédéral d'Essex-Est et futur secrétaire d'État aux Affaires extérieures, **Paul Martin (père)**, dirigeait une délégation canadienne composée de députés de tous les partis ainsi que de représentants d'Églises, de YMCA et d'autres groupes d'intérêt au **Congrès mondial de la jeunesse à Genève**. Le Congrès, parrainé par la Fédération des sociétés de la Société des Nations, permit aux jeunes participants du monde entier d'afficher leur **opposition à la guerre**.

Le coin du lecteur

Durant le mois de mars, *Canada — Regard sur le monde* a tenu des groupes de discussions à travers le pays. Parmi vos commentaires, vous avez manifesté de l'intérêt pour un espace où vous pourriez nous faire part de vos suggestions, critiques et idées au sujet de la politique étrangère canadienne et de ce magazine.

Il nous fait plaisir de répondre à votre demande et de vous offrir cet espace, **votre** espace. N'hésitez donc pas à nous faire parvenir vos lettres.

Le coin du lecteur *Canada — Regard sur le monde*

Direction des services de communications (BCS)
Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Courriel : magazine@dfait-maeci.gc.ca

Le coin du lecteur

THIS PUBLICATION IS ALSO
AVAILABLE IN ENGLISH.

